

**MESSAGE N° 100** 14 octobre 2008  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi modifiant la loi**  
**d'application de la législation fédérale sur l'aide**  
**aux victimes d'infractions**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi adaptant la loi d'application de la législation fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions, en vue de l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009 de la nouvelle loi fédérale révisée du 23 mars 2007 sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) et de son ordonnance du 27 février 2008 (OAVI).

Le présent message est structuré de la manière suivante:

1. Engagements internationaux de la Suisse et droit fédéral
2. Déroulement des travaux
3. Nécessité de procéder à l'adaptation de la LALAVI
4. Commentaire des articles
5. Répartition des tâches Etat–communes
6. Constitutionnalité et conformité au droit fédéral
7. Conséquences financières et en personnel

### **1. ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DE LA SUISSE ET DROIT FÉDÉRAL**

La Suisse a ratifié la convention européenne du 24 novembre 1983 relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes et a adopté la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI). Cette convention et cette loi sont entrées en vigueur pour la Suisse le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Depuis lors, la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions a subi deux révisions partielles, l'une en 1997 (simplification du mode de calcul de l'indemnisation) et l'autre en 2001 (amélioration de la protection des victimes mineures dans la procédure pénale). La LAVI a subi ensuite une révision totale, commencée en juillet 2000 et achevée par l'adoption de la nouvelle loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'aide aux victimes d'infractions (cf. RO 2008 p. 1607ss), qui, comme l'ordonnance du Conseil fédéral du 27 février 2008 (cf. RO 2008 p. 1627ss), entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009 (voir aussi le message y relatif du Conseil fédéral du 9 novembre 2005, publié à la Feuille fédérale 2005 p. 6683ss).

### **2. DÉROULEMENT DES TRAVAUX**

Dès l'adoption de la nouvelle loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'aide aux victimes d'infractions et, surtout, une fois connue l'ordonnance du Conseil fédéral du 27 février 2008, le Service de l'action sociale et les deux centres de consultation LAVI du canton ont commencé des travaux de réflexion en vue d'adapter la législation cantonale en matière d'aide aux victimes d'infractions. En avril 2008, la Direction de la santé et des affaires sociales a chargé le Service de l'action sociale d'élaborer un projet de loi modifiant la loi cantonale du 8 octobre 1992 d'application de la législation fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LALAVI).

### **3. NÉCESSITÉ DE PROCÉDER À L'ADAPTATION DE LA LALAVI**

A la suite de sa révision totale du 23 mars 2007, la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions passe de dix-neuf à cinquante articles. Le nouveau droit gagne en clarté et en précision mais ne change pas fondamentalement l'aide aux victimes d'infractions en Suisse. Ainsi, les victimes pourront toujours bénéficier d'un soutien auprès des centres de consultation mis en place par les cantons (aide immédiate et à plus long terme), de différentes mesures de protection dans le cadre de la procédure pénale et d'une indemnisation et/ou d'une réparation morale en raison du préjudice subi à la suite de l'infraction.

Le nouveau droit introduit néanmoins quelques nouveautés dont les principales sont les suivantes: existence de montants maximum (plafonds) pour les indemnités à titre de réparation morale, suppression de toutes indemnités à la suite d'infractions subies à l'étranger, prolongation du délai de deux à cinq ans pour obtenir une indemnisation et/ou une réparation morale, et assouplissement du secret de fonction lorsqu'il s'agit de préserver les intérêts d'enfants mineurs en danger. L'ordonnance fédérale du 27 février 2008 introduit principalement de nouvelles règles de calcul pour déterminer la charge financière des cantons en matière d'aide à long terme et en matière d'indemnisation. Toutefois, ces nouvelles règles sont suffisamment précises pour être appliquées directement, de telle sorte que le droit cantonal d'application ne nécessite aucune révision en profondeur.

Cependant, il est nécessaire de modifier la numérotation des nouvelles dispositions LAVI mentionnées dans la législation cantonale et d'adapter la teneur de certains articles en fonction du nouveau droit fédéral. En outre, indépendamment de la révision du droit fédéral, il se justifie, d'une part, de préciser dans la loi le mode actuel de répartition des frais entre les communes, lequel demeurera inchangé, en ajoutant que l'indice de capacité financière est pondéré par le critère de la population dite légale, sans quoi la règle de calcul est inapplicable. D'autre part, il se justifie de modifier les voies de recours en étendant la voie de la réclamation contre toutes les décisions d'aide immédiate et à plus long terme et pas seulement contre les décisions de prise en charge des frais d'avocat. Cette modification simplifie la procédure de manière cohérente pour ce qui est des voies de recours, dans la mesure où les frais d'avocat sont des prestations d'aide immédiate ou à plus long terme au même titre que les frais de psychothérapie non couverts par une assurance ou les frais d'interprète. Ainsi, il n'y a pas lieu de prévoir des voies de recours différentes pour l'une ou l'autre de ces prestations, sans compter que la réclamation permet également de réduire le nombre des recours à la Direction de la santé et des affaires sociales. En revanche, le recours direct au Tribunal cantonal, section administrative, contre les décisions rendues en matière d'indemnisation et/ou de réparation morale demeurera inchangé (art. 10 al. 2 LALAVI).

### **4. COMMENTAIRE DES ARTICLES MODIFIÉS**

#### *Remarque préalable*

Il n'y a pas lieu de commenter les changements de numérotation des nouvelles dispositions fédérales mentionnées dans le droit cantonal, soit les dispositions suivant-

tes: articles 1 al. 2 let. f, article 2 al. 2 let. a, article 3 let. f, article 4 al. 1, article 6 al. 2 et 3, article 7 al. 2 let. a, article 7 al. 2 let. d, article 7 al. 3 et article 11 al. 1 LALAVI. De même, il n'y a pas lieu de commenter le remplacement d'un terme par un autre, dans la mesure où il s'agit de changement purement rédactionnel ou lié à la formulation du nouveau droit, soit les dispositions suivantes: article 3 let. c et g, article 6 al. 3, article 7, article 7 al. 2 et 3, article 10 al. 3. Il suffit en effet de se référer directement aux nouvelles dispositions de la LAVI révisée du 23 mars 2007.

#### **Article 1 al. 2 lettre e**

Selon la LAVI du 4 octobre 1991, la Confédération était tenue d'apporter une aide financière aux cantons pendant six ans, soit de 1993 à 1998, pour la mise en place de centres de consultation en faveur des victimes (art. 18 al. 1 et 2 LAVI). Cette aide financière n'existant plus et n'ayant pas été renouvelée depuis 1998, la disposition susmentionnée est devenue caduque et peut être supprimée.

#### **Article 8 al. 1**

L'obligation de renseigner ne concerne pas seulement les demandes d'indemnisation et/ou de réparation morale, mais aussi les demandes d'aide à plus long terme telle que l'aide psychologique ou juridique (art. 4 al. 2 LAVI révisée). Cela sera d'autant plus important dès l'entrée en vigueur de la LAVI révisée du 23 mars 2007. En effet, la contribution aux frais d'aide à long terme fournie par des tiers (psychothérapeutes, avocats) sera à l'avenir uniquement déterminée sur la base de la situation financière de la victime; celle-ci ou son représentant légal devront donc fournir les pièces justificatives nécessaires au calcul de la contribution (art. 16 LAVI révisée). C'est pourquoi il apparaît justifié d'étendre cette obligation de renseigner aux demandes d'aide à plus long terme, ce qui facilitera l'instruction des demandes par le Service de l'action sociale dans le cadre de ses compétences (art. 3 let. c et f LALAVI).

#### **Article 9 al. 2 dernière phrase**

La répartition des frais entre les communes se fait actuellement selon l'indice de capacité financière des communes pondéré par leur population dite légale. Elle demeure inchangée. Toutefois, le critère de pondération de la population dite légale ne figure pas expressément dans la loi actuelle mais est nécessaire pour effectuer la répartition des frais entre les communes. C'est pourquoi, il est justifié de préciser dans la LALAVI que l'indice de capacité financière doit être pondéré par la population dite légale des communes, sans quoi la règle de calcul est inapplicable.

#### **Article 10 al. 3**

Parmi les différentes prestations LAVI pouvant être accordées aux victimes à titre d'aide immédiate et à plus long terme, il faut mentionner principalement l'aide psychologique, l'aide juridique, l'aide matérielle, la traduction et l'hébergement. En cas de contestation, le droit actuel prévoit en première instance la réclamation possible uniquement pour les frais d'avocats, les décisions concernant les autres prestations pouvant faire l'objet d'un recours à la Direction de la santé et des affaires sociales. Cette solution mixte n'est pas satisfaisante et ne repose sur aucun fondement valable. De plus, un tel aménagement des voies de recours crée une inégalité entre les différentes prestations et complique inutilement la procédure pour les victimes. C'est pourquoi il est indiqué

d'uniformiser les voies de recours en première instance en introduisant la voie de la réclamation possible contre toutes les décisions rendues en matière d'aide immédiate et à plus long terme.

Pour le surplus, il convient de se référer au point 3 ci-dessus.

### **5. RÉPARTITION DES TÂCHES ÉTAT-COMMUNES**

Les modifications proposées n'ont pas d'incidence sur la répartition des tâches et la répartition financière entre l'Etat et les communes.

### **6. CONSTITUTIONNALITÉ ET CONFORMITÉ AU DROIT FÉDÉRAL**

Le projet est conforme à la Constitution cantonale (art. 36 Cst.) et au droit fédéral.

### **7. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL**

Les modifications proposées relèvent de la forme et de l'organisation et ne devraient donc pas avoir d'incidences sur le plan financier, ni sur la dotation en personnel du Service de l'action sociale ou des centres de consultation LAVI. Toutefois, il est à prévoir une certaine augmentation du travail administratif en raison du nouveau mode de calcul introduit par la LAVI révisée du 23 mars 2007 pour déterminer la contribution aux frais d'aide à plus long terme en fonction de paramètres financiers.

Le Conseil d'Etat vous invite à adopter ce projet de loi.

**BOTSCHAFT Nr. 100** 14. Oktober 2008  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Gesetzesentwurf zur Änderung des**  
**Ausführungsgesetzes zur Bundesgesetzgebung**  
**über die Hilfe an Opfer von Straftaten**

Hiermit unterbreiten wir Ihnen einen Gesetzesentwurf für die Anpassung des Ausführungsgesetzes vom 8. Oktober 1992 zur Bundesgesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten im Hinblick darauf, dass am 1. Januar 2009 das neu revidierte Bundesgesetz vom 23. März 2007 über die Hilfe an Opfer von Straftaten (OHG) und die dazu gehörige Verordnung vom 27. Februar 2008 (OHV) in Kraft treten.

Diese Botschaft gliedert sich wie folgt:

1. Internationale Verpflichtungen der Schweiz und Bundesrecht
2. Ablauf der Arbeiten
3. Notwendigkeit einer Anpassung des AGOHG
4. Erläuterung der Artikel
5. Aufgabenteilung Staat–Gemeinden
6. Übereinstimmung mit der Kantonsverfassung und dem Bundesrecht
7. Finanzielle und personelle Auswirkungen

### **1. INTERNATIONALE VERPFLICHTUNGEN DER SCHWEIZ UND BUNDESRECHT**

Die Schweiz hat das Europäische Übereinkommen vom 24. November 1983 über die Entschädigung für Opfer von Gewalttaten ratifiziert und das Bundesgesetz vom 4. Oktober 1991 über die Hilfe an Opfer von Straftaten (OHG) erlassen. Für die Schweiz sind das Übereinkommen und das Gesetz am 1. Januar 1993 in Kraft getreten. Seither erfuhr das Bundesgesetz über die Hilfe an Opfer von Straftaten zwei Teilrevisionen, die eine im Jahr 1997 (Vereinfachung der Berechnungsart für die Entschädigung) und die andere im Jahr 2001 (Verbesserung des Schutzes unmündiger Opfer im Strafverfahren). Das OHG wurde anschliessend einer Totalrevision unterzogen; diese begann im Juli 2000 und führte zum Erlass des neuen Bundesgesetzes vom 23. März 2007 über die Hilfe an Opfer von Straftaten (s. AS 2008 S. 1607ff.). Dieses tritt wie die Verordnung des Bundesrats vom 27. Februar 2008 (s. AS 2008 S. 1627ff.) am 1. Januar 2009 in Kraft (s. auch die diesbezügliche Botschaft des Bundesrats vom 9. November 2005, veröffentlicht im Bundesblatt 2005 S. 6683ff.).

### **2. ABLAUF DER ARBEITEN**

Nach dem Erlass des neuen Bundesgesetzes vom 23. März 2007 über die Hilfe an Opfer von Straftaten und vor allem, sobald die Verordnung des Bundesrats vom 27. Februar 2008 bekannt war, nahmen das Kantonale Sozialamt und die beiden OHG-Beratungsstellen des Kantons Diskussionen zwecks Anpassung der kantonalen Gesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten auf. Im April 2008 beauftragte die Direktion für Gesundheit und Soziales das Kantonale Sozialamt mit der Ausarbeitung eines Gesetzesentwurfs zur Änderung des kantonalen Ausführungsgesetzes vom 8. Oktober 1992

zur Bundesgesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten (AGOHG).

### **3. NOTWENDIGKEIT EINER ANPASSUNG DES AGOHG**

Infolge seiner Totalrevision vom 23. März 2007 ist das Bundesgesetz über die Hilfe an Opfer von Straftaten von neunzehn auf fünfzig Artikel angewachsen. Das neue Recht hat an Klarheit und Genauigkeit gewonnen, ändert die Opferhilfe in der Schweiz aber nicht grundlegend. So können die Opfer nach wie vor Unterstützung bei den von den Kantonen errichteten Beratungsstellen beanspruchen (Soforthilfe und längerfristige Hilfe), geniessen verschiedene Schutzmassnahmen im Rahmen des Strafverfahrens und können wegen des Schadens, den sie infolge der Straftat erlitten haben, eine Entschädigung und/oder Genugtuung erhalten.

Das revidierte Gesetz bringt aber doch einige Neuerungen. Hier die hauptsächlichen: Höchstbeträge (Plafondierung) für die Genugtuung; Abschaffung aller Entschädigungen infolge von Straftaten, die im Ausland erlitten wurden; Verlängerung der Frist für das Gesuch um Entschädigung und/oder Genugtuung von zwei auf fünf Jahre; Lockerung des Amtsheimnisses, wenn es darum geht, die Interessen gefährdeter Minderjähriger zu wahren. Die Bundesverordnung vom 27. Februar 2008 enthält hauptsächlich neue Berechnungsregeln für die finanzielle Belastung der Kantone auf dem Gebiet der längerfristigen Hilfe und der Entschädigung. Diese neuen Vorschriften sind genau genug und können somit direkt angewandt werden, so dass das kantonale Ausführungsrecht keiner grundlegenden Revision bedarf.

Hingegen ist es nötig, die Nummerierung der in der kantonalen Gesetzgebung aufgeführten neuen OHG-Bestimmungen zu ändern und den Wortlaut bestimmter Artikel dem neuen Bundesrecht anzupassen. Unabhängig von der Revision des Bundesrechts rechtfertigt es sich ausserdem, im Gesetz den heutigen – und bleibenden – Modus der Kostenaufteilung unter den Gemeinden mit dem Zusatz zu präzisieren, dass der Finanzkraftindex mit dem Kriterium der zivilrechtlichen Bevölkerung gewichtet wird, weil sonst die Berechnungsregel nicht umsetzbar ist. Zweitens rechtfertigt sich eine Änderung bei den Beschwerdemitteln; künftig können alle Entscheide über Soforthilfe und längerfristige Hilfe erstinstanzlich mit Einsprache angefochten werden und nicht nur die Entscheide betreffend die Übernahme von Anwaltskosten. Diese Änderung bedeutet eine Vereinfachung des Verfahrens und ist kohärent, da die Anwaltskosten ebenso wie Psychotherapiekosten, die nicht von der Versicherung gedeckt werden, oder Dolmetscherkosten unter die Leistungen der Soforthilfe oder längerfristigen Hilfe fallen. Somit ist es nicht angebracht, für die eine oder andere dieser Leistungen unterschiedliche Beschwerdemittel vorzusehen. Davon abgesehen kann mit der Möglichkeit der Einsprache auch die Zahl der Beschwerden an die Direktion für Gesundheit und Soziales vermindert werden. Die direkte Beschwerde hingegen beim Kantonsgericht, Verwaltungsabteilung, gegen Entscheide in Sachen Entschädigung und/oder Genugtuung bleibt unverändert (Art. 10 Abs. 2 AGOHG).

#### **4. ERLÄUTERUNG DER GEÄNDERTEN ARTIKEL**

##### ***Vorbemerkung***

Die Änderungen in der Nummerierung der im Kantonsrecht aufgeführten neuen Bundesbestimmungen brauchen nicht erläutert zu werden. Es handelt sich um die folgenden Bestimmungen: Artikel 1 Abs. 2 Bst. f, Artikel 2 Abs. 2 Bst. a, Artikel 3 Bst. f, Artikel 4 Abs. 1, Artikel 6 Abs. 2 und 3, Artikel 7 Abs. 2 Bst. a, Artikel 7 Abs. 2 Bst. d, Artikel 7 Abs. 3 und Artikel 11 Abs. 1 AGOHG. Auch die Ersetzung eines Ausdrucks durch einen anderen bedarf keiner Erläuterung, soweit es sich um Änderungen handelt, die rein redaktioneller Art oder an die Formulierung des neuen Rechts gebunden sind. Hier handelt es sich um die folgenden Bestimmungen: Artikel 3 Bst. c und g, Artikel 6 Abs. 3, Artikel 7 (betrifft nur den französischen Text), Artikel 7 Abs. 2 und 3 (betrifft nur den französischen Text), Artikel 10 Abs. 3. Hier genügt es, direkt die neuen Bestimmungen des revidierten OHG vom 23. März heranzuziehen.

##### ***Artikel 1 Abs. 2 Bst. e***

Nach dem OHG vom 4. Oktober 1991 war der Bund gehalten, den Kantonen während sechs Jahren, von 1993 bis 1998, eine Finanzhilfe für die Errichtung von Beratungsstellen für Opfer von Straftaten zu erteilen (Art. 18 Abs. 1 und 2 OHG). Nachdem es diese Finanzhilfe nicht mehr gibt – seit 1998 wurde sie nicht mehr erneuert – ist die obgenannte Bestimmung hinfällig geworden und kann gestrichen werden.

##### ***Artikel 8 Abs. 1***

Die Auskunftspflicht gilt nicht nur für Gesuche um Entschädigung und/oder Genugtuung, sondern auch für solche um längerfristige Hilfe wie psychologische Unterstützung oder Rechtshilfe (Art. 4 Abs. 2 revidiertes OHG). Dies wird umso wichtiger sein, sobald das revidierte OHG vom 23. März 2007 in Kraft tritt. Denn die Kostenbeiträge an längerfristige Hilfe Dritter (Psychotherapeutinnen und Psychotherapeuten, Anwältinnen und Anwälte) bestimmen sich künftig nur noch nach der finanziellen Lage des Opfers; dieses oder ihr gesetzlicher Vertreter muss daher die nötigen Nachweise erbringen (Art. 16 revidiertes OHG). Deshalb ist es gerechtfertigt, diese Auskunftspflicht auf Gesuche um längerfristige Hilfe auszudehnen. Dies erleichtert auch die Instruktion der Gesuche durch das Kantonale Sozialamt im Rahmen seiner Zuständigkeiten (Art. 3 Bst. c und f AGOHG).

##### ***Artikel 9 Abs. 2 letzter Satz***

Die Kostenaufteilung unter den Gemeinden erfolgt derzeit nach dem Finanzkraftindex der Gemeinden, der mit ihrer zivilrechtlichen Bevölkerung gewichtet wird. Sie bleibt unverändert. Die Gewichtung mit der zivilrechtlichen Bevölkerung jedoch wird im heutigen Gesetz nicht ausdrücklich erwähnt, ist aber für die Kostenaufteilung unter den Gemeinden nötig. Daher ist es gerechtfertigt, im AGOHG zu präzisieren, dass der Finanzkraftindex mit der zivilrechtlichen Bevölkerung gewichtet werden muss, weil sonst die Berechnungsvorschrift nicht umsetzbar ist.

##### ***Artikel 10 Abs. 3***

Zu den verschiedenen OHG-Leistungen, die Opfern in Form von Soforthilfe und längerfristiger Hilfe erteilt wer-

den können, zählen hauptsächlich psychologische Hilfe, Rechtshilfe, materielle Hilfe, Übersetzung und Beherbergung. Für die Anfechtung der entsprechenden Entscheide sieht das heutige Recht die Möglichkeit der erstinstanzlichen Einsprache nur dort vor, wo es sich um Anwaltskosten handelt, wohingegen Entscheide über die anderen Leistungen nur mit Beschwerde bei der Direktion für Gesundheit und Soziales anfechtbar sind. Diese Zwitterlösung ist unbefriedigend und nicht wirklich begründet. Zudem schafft eine solche Ausgestaltung der Beschwerdemittel eine Ungleichheit zwischen den verschiedenen Leistungen und kompliziert unnütz den Beschwerdeweg der Opfer. Daher ist es angezeigt, die erstinstanzlichen Beschwerdemittel zu vereinheitlichen, indem man es ermöglicht, alle Entscheide über Soforthilfe und längerfristige Hilfe mit Einsprache anzufechten.

Im Übrigen beziehe man sich auf den Punkt 3.

#### **5. AUFGABENTEILUNG STAAT–GEMEINDEN**

Die vorgeschlagenen Änderungen wirken sich nicht auf die Aufgabenteilung und auf die Aufteilung der finanziellen Lasten zwischen dem Staat und den Gemeinden aus.

#### **6. ÜBEREINSTIMMUNG MIT DER KANTONSVERFASSUNG UND DEM BUNDESRECHT**

Der Entwurf entspricht der Kantonsverfassung (Art. 36 KV) und dem Bundesrecht.

#### **7. FINANZIELLE UND PERSONELLE AUSWIRKUNGEN**

Die vorgeschlagenen Änderungen sind formaler und organisatorischer Art und dürften sich daher weder auf finanzieller Ebene noch auf die Personaldotation des Kantonalen Sozialamtes oder der OHG-Beratungsstellen auswirken. Vorhersehbar ist aber eine gewisse Zunahme der Verwaltungsarbeit wegen der neuen Berechnungsart, die das revidierte OHG vom 23. März 2007 eingeführt hat, um die Kostenbeteiligungen an längerfristiger Hilfe nach finanziellen Parametern zu bestimmen.

Der Staatsrat lädt Sie ein, diesen Gesetzesentwurf anzunehmen.

## Loi

du

### modifiant la loi d'application de la législation fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI);

Vu l'ordonnance fédérale du 27 février 2008 sur l'aide aux victimes d'infractions (OAVI);

Vu le message du Conseil d'Etat du 14 octobre 2008;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

#### **Art. 1**

La loi du 8 octobre 1992 d'application de la législation fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (RSF 32.4) est modifiée comme il suit:

##### ***Préambule***

*Remplacer les références légales existantes par celles-ci:*

Vu la loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI);

Vu l'ordonnance fédérale du 27 février 2008 sur l'aide aux victimes d'infractions (OAVI);

##### ***Art. 1 al. 2 let. e et f***

[<sup>2</sup> Il [*le Conseil d'Etat*] a en particulier les attributions suivantes:]

e) *abrogée*

f) *remplacer* «l'article 3 al. 4 LAVI» *par* «l'article 14 al. 1 LAVI».

## Gesetz

vom

### zur Änderung des Ausführungsgesetzes zur Bundesgesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Bundesgesetz vom 23. März 2007 über die Hilfe an Opfer von Straftaten (Opferhilfegesetz; OHG);

gestützt auf die Verordnung des Bundesrates vom 27. Februar 2008 über die Hilfe an Opfer von Straftaten (Opferhilfeverordnung; OHV);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 14. Oktober 2008;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **Art. 1**

Das Ausführungsgesetz vom 8. Oktober 1992 zur Bundesgesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten (SGF 32.4) wird wie folgt geändert:

##### ***Ingress***

*Die beiden Rechtsgrundlagen ersetzen durch:*

gestützt auf das Bundesgesetz vom 23. März 2007 über die Hilfe an Opfer von Straftaten (Opferhilfegesetz; OHG);

gestützt auf die Verordnung des Bundesrates vom 27. Februar 2008 über die Hilfe an Opfer von Straftaten (Opferhilfeverordnung; OHV);

##### ***Art. 1 Abs. 2 Bst. e und f***

[<sup>2</sup> Er [*der Staatsrat*] hat insbesondere folgende Befugnisse:]

e) *Aufgehoben*

f) *Den Verweis* «Artikel 3 Abs. 4 OHG» *durch* «Artikel 14 Abs. 1 OHG» *ersetzen*.

**Art. 2 al. 2 let. a**

[<sup>2</sup> Elle [la Direction compétente] a les attributions suivantes:]

- a) *remplacer* «à l'article 3 al. 2 let. a et al. 3 LAVI» par «aux articles 12 et suivants LAVI».

**Art. 3 let. c, f et g (nouvelle)**

[Le Service de l'action sociale a les attributions suivantes:]

- c) il fixe la contribution aux frais de l'aide fournie par des tiers au sens de l'article 16 LAVI ;  
f) *remplacer* «(art. 11 à 17 LAVI)» par «(art. 19 à 23 LAVI)»;  
g) il procède à la répartition des frais d'aide immédiate et à plus long terme avec les autres cantons au sens de l'article 18 LAVI.

**Art. 4 al. 1**

*Remplacer* «l'article 6 LAVI» par «l'article 8 LAVI».

**Art. 6 al. 2 et 3**

<sup>2</sup> *Remplacer* «l'article 3 al. 4 LAVI» par «l'article 16 LAVI».

<sup>3</sup> Les articles 19 à 23 LAVI (procédure d'indemnisation) et l'article 30 LAVI (exemption des frais de procédure) demeurent réservés.

**Art. 7 titre médian** (ne concerne que le texte français),  
**al. 2, phr. intr.** (ne concerne que le texte français) **et let. a et d,**  
**et al. 3**

Demande

<sup>2</sup> Cette demande doit être motivée et contenir:

- a) *remplacer* «l'article 2 LAVI» par «l'article 1 LAVI»;  
d) *remplacer* «l'article 15 LAVI» par «l'article 21 LAVI».

<sup>3</sup> La victime joint à sa demande, sur une formule prévue à cet effet, les éléments nécessaires au calcul du revenu conformément à l'article 20 al. 2 LAVI.

**Art. 2 Abs. 2 Bst. a**

[<sup>2</sup> Sie [die zuständige Direktion] hat folgende Befugnisse:]

- a) *Den Verweis* «in Artikel 3 Abs. 2 Bst. a und Abs. 3 OHG» *durch* «in den Artikeln 12 ff. OHG» *ersetzen*.

**Art. 3 Bst. c, f und g (neu)**

[Das Kantonale Sozialamt hat folgende Befugnisse:]

- c) Es setzt den Kostenbeitrag an die Hilfe Dritter nach Artikel 16 OHG fest.  
f) *Den Verweis* «(Art. 11–17 OHG)» *durch* «(Art. 19–23 OHG)» *ersetzen*.  
g) Es nimmt mit den anderen Kantonen die Verteilung der Kosten für Soforthilfe und längerfristige Hilfe nach Artikel 18 OHG vor.

**Art. 4 Abs. 1**

*Den Verweis* «Artikel 6 OHG» *durch* «Artikel 8 OHG» *ersetzen*.

**Art. 6 Abs. 2 und 3**

<sup>2</sup> *Den Verweis* «Artikel 3 Abs. 4 OHG» *durch* «Artikel 16 OHG» *ersetzen*.

<sup>3</sup> Die Artikel 19–23 OHG (Entschädigung) und der Artikel 30 OHG (Befreiung von Verfahrenskosten) bleiben vorbehalten.

**Art. 7 Artikelüberschrift, Abs. 2, Einleitungssatz und Bst. a und d, und Abs. 3**

*Artikelüberschrift: betrifft nur den französischen Text.*

*Abs. 2 Einleitungssatz: betrifft nur den französischen Text.*

[<sup>2</sup> Das Gesuch muss begründet sein und zudem enthalten:]

- a) *den Verweis* «Artikel 2 OHG» *durch* «Artikel 1 OHG» *ersetzen*;  
d) *den Verweis* «Artikel 15 OHG» *durch* «Artikel 21 OHG» *ersetzen*.

<sup>3</sup> Das Opfer liefert mit seinem Gesuch auf dem dafür bestimmten Formular die für die Berechnung seines Einkommens nach Artikel 20 Abs. 2 OHG notwendigen Angaben.

**Art. 8 al. 1, 1<sup>re</sup> phr.**

<sup>1</sup> Celui qui introduit une demande d'indemnisation et/ou de réparation morale ou qui requiert une aide à plus long terme doit fournir à l'autorité tous les renseignements et toutes les pièces justificatives nécessaires à l'examen de la demande. (...).

**Art. 9 al. 2, 2<sup>e</sup> phr.**

<sup>2</sup> (...). La répartition des frais entre les communes s'effectue annuellement selon leur indice de capacité financière pondéré par la population dite légale, tous deux arrêtés par le Conseil d'Etat.

**Art. 10 al. 3**

<sup>3</sup> Les décisions concernant l'aide immédiate et la contribution aux frais de l'aide fournie par des tiers au sens des articles 13 et 16 LAVI et les décisions relatives à la répartition des frais prévue à l'article 9 al. 2 de la présente loi sont sujettes à réclamation préalable, dans les trente jours, auprès du Service de l'action sociale.

**Art. 11 al. 1**

*Remplacer «l'article 4 LAVI» par «l'article 11 LAVI».*

**Art. 2**

<sup>1</sup> La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

<sup>2</sup> Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

**Art. 8 Abs. 1, 1. Satz**

<sup>1</sup> Wer ein Entschädigungs- oder Genugtuungsgesuch einreicht oder um längerfristige Hilfe ersucht, hat der Behörde alle für die Behandlung des Gesuches erforderlichen Angaben und Unterlagen vorzulegen. (...).

**Art. 9 Abs. 2, 2. Satz**

<sup>2</sup> (...). Die Kostenverteilung unter den Gemeinden erfolgt jährlich nach Massgabe ihres durch die zivilrechtliche Bevölkerung gewichteten Finanzkraftindexes, die beide vom Staatsrat bestimmt werden.

**Art. 10 Abs. 3**

<sup>3</sup> Gegen Entscheide über die Soforthilfe und den Kostenbeitrag für die Hilfe Dritter nach den Artikeln 13 und 16 OHG sowie gegen die entsprechenden Entscheide über die Kostenverteilung nach Artikel 9 Abs. 2 dieses Gesetzes kann innert 30 Tagen beim Kantonalen Sozialamt vorgängig Einsprache erhoben werden.

**Art. 11 Abs. 1**

*Den Verweis «Artikel 4 OHG» durch «Artikel 11 OHG» ersetzen.*

**Art. 2**

<sup>1</sup> Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

<sup>2</sup> Es tritt am 1. Januar 2009 in Kraft.